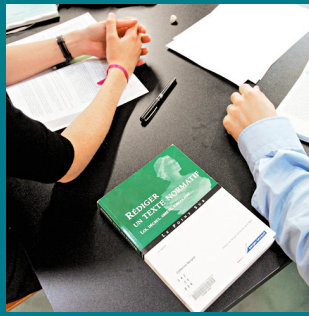


QUÉBEC 2012

ALPHABÉTISATION



«Le meilleur modèle pour un enfant est de voir ses parents lire»

Page 3



L'analphabétisme coûte des milliards au Québec

Page 5



Un élève sur deux n'a pas 19 ans à l'éducation des adultes

Page 6

CAHIER SPÉCIAL G > LE DEVOIR, LES SAMEDI 1^{ER} ET DIMANCHE 2 SEPTEMBRE 2012

Des maux dans la tête

L'analphabétisme est rentable en politique

Qui ne sait lire ne peut comprendre que des choses simples. Et le slogan devient alors un mode de pensée. Tout texte se réduira donc à son seul titre. Et, comme toute idée dans son élaboration devient nécessairement complexe, on en arrive à afficher des résultats électoraux qui se décident, et par la suite s'expliquent, soit par des phrases lapidaires, soit par des performances télévisuelles rentables.

NORMAND THÉRIAULT

Le plaisir de la lecture est un luxe qui n'est accessible qu'à une faible minorité. Ainsi, si la presse française fait l'éloge de *Peste et choléra*, de Patrick Deville, combien du grand nombre auront en fait accès à un tel ouvrage? Et si, au Québec, vlb éditeur se félicite de proposer en traduction *La question du séparatisme*, ce texte que l'urbaniste torontoise Jane Jacobs a proposé en anglais dès 1980, qui le lira avant de se présenter devant une boîte de scrutin? Ces deux ouvrages ont en effet chacun le même défaut: ils proposent trop de mots, supposent un arrêt dans le temps et surtout n'offrent pas une solution simpliste pour comprendre soit un personnage, soit un espace démographique.

Dans un univers, donc, où la quote est devenue la façon de faire, où les programmes politiques affichés, voire claironnés, se résument à quelques phrases («Être ou ne pas être souverainiste», telle serait, pour plus d'un, la seule question), des élections au moment du résultat tiennent plus de la performance que de la complexité des enjeux qui normalement devraient les décrire.

Ravages

On a dit les ravages qu'opère l'analphabétisme. On dit et on répète qu'il en va de l'avenir d'une société dans un monde mondialisé où l'industrie et les secteurs des services nécessitent continuellement une mise à jour des connaissances pour que le travailleur comme le professionnel demeurent opérationnels.

Mais ce qu'on a moins présenté, c'est le fait que les solutions simplistes font aussi des ravages: regardons comment votent les populations des régions sudistes de notre voisin américain, et alors seule la présence de la peur explique qu'on en vienne à soutenir des candidatures souvent extrémistes pour la seule raison qu'elles semblent être, elles,

porteuses d'apparentes vérités et que celles-ci soient, plus d'une fois, non démontrées.

Nous vivons dans un temps où le temps lui-même semble se dérouler en accéléré. Et la médiatisation impose continuellement de nouvelles images qui à leur tour seront vite balayées: combien de stars d'un soir disparaîtront du petit écran ou de son complice, cet ordinateur relié à Internet? Mais que cela se passe un dimanche donné à *Tout le monde en parle* et plus aucun sondeur ne pourra prédire le résultat final affiché en fin d'une soirée électorale.

Les politiciens connaissent la chose. Et les 15 minutes de gloire dont parlait Andy Warhol se résument maintenant à 15 secondes dans un journal télévisé ou, mieux encore, à une simple répartition accueillie avec des rires et des éclats de voix dans une tribune populaire, l'une de celles qui font maintenant office de laboratoire de la pensée populaire.

Simplicité involontaire

Dans un monde complexe comme le nôtre, il semblerait contradictoire que tout doive être simple, simpliste, si on s'adresse au grand nombre. Des statistiques nous en donnent toutefois la raison: «C'est que 33% de la population québécoise n'arrive pas à atteindre un niveau suffisant de littératie pour pouvoir compléter une cinquième secondaire, développer de nouvelles compétences professionnelles pour occuper un emploi de base. À cela s'ajoute 16% de la population qui n'est pas fonctionnelle. Elle ne peut ni lire, ni écrire. C'est grave.» Ce constat déposé par Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal, qui en fera frémir plus d'un, explique aussi que, élections ou pas, il devient parfois difficile d'y aller à coups de gueule pour attribuer la faute aux seuls enseignants et enseignantes l'existence de ce fléau qu'est le décrochage scolaire.

Et si ce n'était que cela: le décrochage. Il y a plus. Car

nous en arrivons à vivre dans une société où le discours des valeurs n'a plus cours et où, si une image vaut mille mots, elle vaut aussi peu de choses, car les mots eux-mêmes n'ont plus de valeur. Et alors s'impose par leur seule répétition ce que certains déposent comme des vérités.

Ainsi, qui élabore une idée, développe un concept, se voit mis au ban, se voit presque voué à n'être qu'un autre de ceux et celles qui préchent dans un désert, celui des idées.

Agir

Faut-il baisser les bras? Faut-il continuer d'admettre qu'un élève puisse conclure ses années de primaire sans savoir lire? Et même de poursuivre au niveau secondaire en affichant un même dilettantisme où, à force de déposer des documents conçus par un système de copier-coller, ce même élève, qui aura toutefois le mérite de ne pas avoir «décroché», verra néanmoins l'obligatoire examen de français du niveau collégial comme une atteinte à ses droits et libertés?

Faut-il aussi trouver normal que les cours dits de formation des adultes soient maintenant devenus des annexes du réseau scolaire où plus de la moitié de ceux et celles qui s'y inscrivent proviennent tout simplement du réseau normal, ces jeunes personnes ayant enfin compris que l'absence de diplôme, et surtout le manque de formation, empêche d'avancer dans la vie?

Et, ce qui est plus grave, c'est que l'appareil démocratique se retrouve en panne, quand il y a absence de débats, d'échanges d'idées.

Toutefois, la seule correction possible à apporter à une telle situation consiste à interrompre la marchandisation de l'information, ce qui se fait en proposant, ce qui est peu rentable, la nécessité de l'effort, seule façon pour un individu d'agir en société selon un mode responsable.



Pauline Marois, chef de l'opposition officielle du Québec

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



François Legault, fondateur et chef de la Coalition avenir Québec

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



Le Devoir Jean Charest, actuel premier ministre du Québec

JACQUES NADEAU LE DEVOIR



L'ACCÈS À LA FORMATION DE BASE

Une question d'équité et de solidarité sociale



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

À LA FTQ, ON S'EN OCCUPE!

ALPHABÉTISATION

À LA JARNIGOINE

« J'aimerais ça comprendre mon médecin »

Le risque de mourir est plus élevé pour les analphabètes médicaux

En demandant « Qu'est-ce que vous avez compris? » plutôt que « Est-ce que vous avez compris? », un médecin ou tout autre professionnel de la santé peut parfois sauver une vie. Aperçu d'un des impacts les plus méconnus, et pourtant l'un des plus graves, de l'analphabétisme : celui sur la santé.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

« **B**ongour docteur, nous avons quelque chose à vous dire. Quand vous donnez des explications vous parlez trop vite. On ne comprend pas ce que vous dites. Les termes que vous employez sont trop durs à comprendre. Expliquez nous dans nos mots à nous lentement. Prenez le temps de nous informer sur les effets secondaires des médicaments. Prenez le temps de nous expliquer les papiers que vous nous faites signer. Merci de votre collaboration.

- Des participants de la Jarnigoine [sic]

Cette lettre a été écrite collectivement par un groupe de participants du centre d'alphabétisation populaire La Jarnigoine, dans le quartier de Villersay. Les animateurs et formateurs interrogent chaque année les participants sur leurs motivations, au-delà de leur volonté d'apprendre à lire et écrire. Or, il y a quelques années, une réplique les a surpris. « J'aimerais ça avoir plus de pouvoir pour comprendre mon médecin », leur a répondu l'un d'eux. « L'idée a fait son chemin en atelier », raconte Clode Lamarre, animatrice et formatrice à La Jarnigoine. « Ils devaient, chacun de son côté, remettre la lettre à leur médecin », ajoute-t-elle. Stéphane Théorêt, aussi animateur à La Jarnigoine, poursuit : « Il n'y en a qu'un dans le groupe qui l'a fait à l'époque. » « Ils ont trop honte », ajoute aussitôt M^{me} Lamarre.

Dès le départ, les personnes, pour qui un terme comme « clinique externe » demeure indéchiffrable, retracent difficilement leur chemin dans le système de santé. Les établissements ont des messages téléphoniques surchargés d'informations et les papiers se révèlent difficiles à remplir. Mais, même devant le médecin, écrasés par cette honte face à un professionnel cultivé, les patients analphabètes prétendent tout saisir lorsqu'on leur demande s'ils ont compris, malgré leur incompréhension totale.

Or il est difficile de déceler si un patient est analphabète. Stéphane Théorêt donne une suggestion fort simple : à la fin d'une consultation, un médecin devrait plutôt demander à tous ses patients : « Qu'est-ce que vous avez compris dans ce que je viens de vous dire? » Aussitôt, la réponse permettra au professionnel de la santé de vérifier si ses indications ont été bien assimilées. « Le médecin met ainsi tout le monde sur un pied d'égalité. Il n'est pas en train de dire "tu es imbécile, tu n'as rien compris, tu es analphabète". »

Danger de mort!

Margot Kaszap, qui dirige des recherches sur les liens entre l'analphabétisme et la santé, abonde dans ce sens. « On dit aux médecins qu'il faut s'assurer de la compréhension des gens en disant : "Expliquez-moi ce que vous avez compris. Qu'est-ce que ça signifie, pour vous, de mettre des bas-soutiens tous les jours? Qu'est-ce que ça veut dire, pour vous, de prendre cette pilule-là? Comment vous pensez devoir la prendre? Si vous vous sentez bien, vous allez faire quoi?" », énumère, à l'autre bout du fil, la professeure de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Laval. Une étape cruciale chez les personnes âgées, l'un des principaux sujets de ses recherches.

Une étude de l'Université Northwestern de Chicago effectuée auprès de 3000 personnes âgées avait d'ailleurs estimé en 2007 que le risque de mourir à l'intérieur de cinq ans était de 50% plus élevé pour les analphabètes médicaux. Cette tranche d'âge contient un haut pourcentage d'analphabètes, puisque « la capacité de lire et de comprendre ce qu'on lit, si on ne l'utilise pas à travers sa vie, décline et se résorbe », précise-t-elle. De plus, M^{me} Kaszap signale que les personnes les plus âgées ont besoin de légèrement plus de temps pour décoder l'information. « Si elles n'ont pas déjà noté des questions, de retour chez elles, elles se disent : "Ah! J'aurais dû lui demander ça". »



ANNE-CHRISTINE POUJOLAT AGENCE FRANCE-PRESSE

Il peut être difficile pour les personnes analphabètes de se retrouver dans le système de santé.

La question « Qu'est-ce que vous avez compris? », M^{me} Kaszap ne la suggère pas qu'au médecin. « Il y a le même problème avec les infirmières. Elles sont habituées d'expliquer au patient quoi faire. Rarement elles vont questionner le patient sur la façon dont il voit ou ferait les choses. Quand on va chercher ce que les gens interprètent, il arrive qu'il soit nécessaire de déconstruire de l'information avant d'en fournir d'autres. Si on ne fait pas cette étape-là, on construit sur du sable mouvant. »

Inutiles dépliant

Or, lorsque les professionnels sont surchargés ou ont peu de temps, ils ont tendance à donner des feuillets ou des dépliants. « Les gens ne les lisent pas. Ils essaient. Ils commencent. Ils voient que c'est compliqué et ils mettent ça de côté. On pense gagner du temps en donnant un dépliant, mais ça ne marche pas », dit Mme Kaszap. Clode Lamarre relève d'ailleurs que les documents simplifiés de la Direction de la santé publique sont souvent rédigés « sans faire appel à des experts, à des groupes de terrain. Elle engage des gens lettrés, qui n'ont pas de contact avec des analphabètes, et donc elle reproduit encore des documents inaccessibles ».

À La Jarnigoine, une infirmière passe parfois pour décrypter les parties internes et externes du corps, afin que les analphabètes soient eux aussi plus précis dans la description de leurs symptômes. Le centre incite aussi ses participants à surpasser leur gêne et à poser davantage de questions. « Mais c'est toute une vie à défaire. Alors que les médecins, ce sont des professionnels. Il s'agit de

leur travail de communiquer de la façon la plus accessible. » Constatant le besoin de les sensibiliser, La Jarnigoine a associé ses participants à la réalisation d'un DVD destiné aux professionnels de la santé et intitulé *Bongour Docteur*, en référence à la lettre de départ.

Margot Kaszap considère, quant à elle, que l'interaction avec les patients doit davantage s'intégrer à la formation de ces professionnels, puisqu'elle a « souvent vu des médecins qui veulent vraiment bien faire, mais qui ne savent pas comment communiquer pour évaluer la compréhension du patient. Ils vont plutôt répéter trois fois la même chose pour que la personne reçoive l'information, mais sans l'expliquer. »

La Jarnigoine amène depuis quelque temps des participants, en processus d'alphabétisation, à livrer leurs témoignages à de futurs médecins, plus particulièrement dans des classes de l'Université de Montréal. « Quand les participants prennent la parole et parlent de leur réalité, les étudiants sont touchés. De plus, ils voient les types de patients qu'ils vont avoir éventuellement. Ça les sensibilise beaucoup plus, parce que ce sont des êtres humains qui prennent le courage de venir dire qu'ils ont des difficultés en lecture et en écriture, qui arrêtent de se cacher et qui vont devant des universitaires pour dire : "Moi, je ne sais peut-être pas lire et écrire, mais je sais que ma santé, c'est important. J'ai le droit à mon information. Vous devez être sensible et vous assurer que, lorsqu'on sort, on a bien compris". »

Collaborateur
Le Devoir

ALPHABÉTISATION FAMILIALE

D'une pierre plusieurs coups!

Pas facile d'amener les adultes à s'engager dans une démarche d'alphabétisation. Bon nombre d'entre eux gardent un mauvais souvenir du temps passé sur les bancs d'école et, à présent, ils cachent le mieux possible leurs difficultés à lire et à écrire. Julie Myre-Bisaillon, professeure agrégée à l'Université de Sherbrooke, a imaginé une approche toute en douceur : passer par les jeunes enfants qu'ont souvent ces adultes pour les amener vers une démarche d'alphabétisation.

CLAUDE LAFLEUR

L'approche parent-enfant fait d'une pierre plusieurs coups, puisqu'elle vise en premier lieu à resserrer les liens familiaux en créant des « moments de qualité » entre parents et enfants, en faisant aussi en sorte que les adultes qui sont isolés s'insèrent dans leur collectivité, et, qui sait, au bout du compte, à les amener à s'alphabétiser. « Je travaille surtout avec les enfants et leur famille », raconte Julie Myre-Bisaillon. « Nous travaillons avant tout avec les enfants et nous invitons les parents à nous accompagner. »

L'objectif du programme de recherche mis sur pied par la professeure est de voir comment les parents s'engagent auprès de leurs enfants. « Nous avons été capables de démontrer que plus le parent est présent, plus cela a un effet significatif sur les activités que l'enfant fait à la maison, notamment sur son intérêt pour la lecture », dit-elle.

Responsabilité

« À la base, je suis une enseignante du secondaire », raconte M^{me} Myre-Bisaillon, qui enseignait le français. Par la suite, elle se suis intéressée aux jeunes raccrocheurs. Je me suis donc retrouvée avec une clientèle principalement masculine, âgée de 15 ou 16 ans, qui avait d'énormes retards et lacunes en lecture et écriture. Elle se retrouvait en scolarisation de 3^e secondaire sans savoir lire. »

Sa passion pour l'enseignement du français l'a naturellement conduite à poursuivre des études supérieures jusqu'à l'obtention d'un doctorat sur les problèmes de dyslexie, de dysorthographe et de dysphasie. « Je me suis intéressée à l'alphabétisation familiale », dit-elle, à l'éveil à la lecture et à l'écriture et à tout ce qui porte sur l'apprentissage du français et des difficultés qui s'y rattachent. »

Elle s'est ainsi beaucoup intéressée aux retards de langage chez les jeunes enfants et à leur manque de vocabulaire. « L'une des hypothèses que nous avons posées, dit-elle, c'est le manque d'interactions langagières entre parents et enfants, le fait que, bien souvent, on place les enfants devant la télé ou des jeux vidéo. Or il est important que les parents échangent avec leur enfant sur ce qui se passe autour d'eux. C'est très important pour que le langage se développe chez les jeunes enfants. »

Voilà pourquoi la chercheuse s'intéresse tant aux interactions en dehors de l'école. « Je considère que les enseignants font un excellent boulot,

dit-elle, mais l'école n'est pas la seule responsable du développement du langage. C'est aussi la responsabilité de la famille, de la collectivité, etc. »

À l'école

Ces trois dernières années, Julie Myre-Bisaillon a mis sur pied un programme de recherche où, de concert avec des éducatrices en garderie, elle conviait les parents à accompagner leurs enfants dans des activités de lecture. « Une fois par mois, on les invitait à l'école pour vivre un atelier autour de la lecture et de l'écriture », dit-elle, mais surtout pour passer un moment positif. Il n'était pas question de bulletin ni des difficultés que pouvait éprouver leur enfant. Non! C'était très important, insiste-t-elle, puisqu'il s'agissait de faire vivre un moment positif à l'école. »

Les parents visés ne sont pas nécessairement analphabètes, mais ils proviennent d'un milieu défavorisé. « On savait peu de choses à propos de leurs compétences, mais souvent on aurait eu tendance à leur dire qu'on allait les aider à... Or ce n'est vraiment pas la bonne façon de s'y prendre! On observait en outre que ces parents font peu d'activités avec leurs enfants... »

« Nous les invitons donc à passer un moment positif avec leur enfant, poursuit M^{me} Myre-Bisaillon. Les parents venaient donc vivre avec nous une demi-journée d'atelier en classe. Entre autres, nous travaillions avec des livres sans texte afin de montrer que, même sans lire, on peut très bien raconter une histoire, une activité que les parents peuvent refaire à la maison. »

Et elle ajoute en riant : « Lorsqu'on anime en classe, on est assis par terre avec les enfants! C'est du temps de qualité que les familles passent ensemble. »

C'est ainsi que, petit à petit, certains parents ont entrepris de s'engager et de procurer un soutien affectif et physique à leur enfant. « On a vu cela progresser au cours de l'année chez ces parents, note avec satisfaction la chercheuse. On a aussi vu des parents briser leur isolement, s'intégrer dans leur collectivité. On a aussi vu beaucoup de fierté chez les enfants qui retrouvaient leurs parents dans leur milieu de vie : "Là, c'est moi qui te reçois dans mon école!" »

Ce programme a effectivement eu un impact incontestable sur la valeur que les enfants accordent à la lecture. « On a maintenant des enfants qui vont d'emblée vers les livres à l'école, alors que ce n'était pas le cas auparavant », relate Julie Myre-Bisaillon. Et le fait que le moment autour du livre est aussi un moment affectif améliore les relations parent-enfant. »

« Ce qui m'intéresse maintenant, c'est de voir, dans un deuxième temps, si les parents vont se mettre en démarche par eux-mêmes, poursuit la chercheuse. On a déjà vu des parents changer au cours de l'année, sans nécessairement s'inscrire à un programme de formation. Il y a même des parents qui ont mis cinq ou six mois à nous parler mais qui sont par la suite devenus des piliers dans leur collectivité! Et on voudrait voir jusqu'où ils vont aller... Jusqu'à se mettre en démarche d'alphabétisation? C'est notre prochain objectif! »

Collaborateur
Le Devoir



JOEL PAGE ASSOCIATED PRESS

Une démarche d'alphabétisation familiale peut améliorer les relations parents-enfants.

CSN

La CSN agit au quotidien pour combattre l'analphabétisme afin de maximiser les chances de chacune et de chacun de s'intégrer dans les milieux de travail.

csn.qc.ca

ALPHABÉTISATION

FONDATION POUR L'ALPHABÉTISATION

Pour que les adultes lisent

« Le meilleur modèle pour un enfant est de voir ses parents en train de lire »

La Fondation pour l'alphabétisation souhaite mettre l'adulte au cœur de plusieurs initiatives, dans les prochaines années, en matière de formation de base et de développement du goût de la lecture.

MARTINE LETARTE

La Fondation pour l'alphabétisation est particulièrement connue pour son programme La lecture en cadeau. En mai, 30775 enfants défavorisés ont reçu un livre neuf grâce aux nombreux donateurs québécois. La Fondation souhaite poursuivre ce programme, couronné de succès, mais aussi obtenir des résultats semblables ces prochaines années auprès des adultes. « Il y a énormément de projets au Québec, surtout en milieu défavorisé, pour encourager la persévérance scolaire des enfants et pour engager les parents dans l'éveil de leurs enfants à la lecture, et c'est très bien », fait remarquer Diane Mockle, présidente-directrice par intérim et directrice des programmes à la Fondation pour l'alphabétisation.

Elle constate toutefois que ces efforts vont tous dans le même sens, alors qu'aucun n'a tenté de développer le goût de lire des parents pour eux-mêmes. « Par contre, le meilleur modèle pour un enfant, en matière de lecture, est de voir ses parents en train de lire eux-mêmes », affirme-t-elle.

On parle donc de faire aimer

la lecture à de faibles lecteurs, ou encore à des gens qui ont mis la lecture de côté depuis longtemps. « Avec le temps, ces gens perdent leurs compétences en lecture et redeviennent de faibles lecteurs. Souvent, ils associent la lecture à l'école, à des obligations comme devoir lire un livre en trois semaines et en faire un résumé ou un exposé oral », indique M^{me} Mockle.

Le plaisir de lire

L'équipe de la Fondation pour l'alphabétisation est en train de réfléchir à des façons de faire la promotion de la lecture chez ces adultes : « Nous avons plusieurs pistes et projets en tête pour développer une stratégie cohérente avec différents partenaires. »

Il faudrait par exemple que cette clientèle particulière ait accès à des collections d'ouvrages appropriées. « On ne va pas commencer à faire lire à ces gens à la recherche du temps perdu, de Proust. Il faut respecter leur rythme. Même Marie Laberge, ce n'est pas qu'elle est difficile à lire, mais l'épaisseur de ses livres peut être rebutante pour un faible lecteur. Il faudrait diviser ses œuvres par chapitre », explique Diane Mockle.

La Fondation pour l'alphabé-



OLIVIER MORIN AGENCE FRANCE-PRESSE

La Fondation pour l'alphabétisation s'attardera au développement des compétences de base sur le marché du travail.

tisation aimerait aussi qu'on arrive à éliminer l'élitisme qui entoure l'acte de lire.

« J'aimerais que ces gens retrouvent vraiment le strict plaisir de la lecture, qu'ils commentent un livre, qu'ils le referment s'ils le trouvent ennuyant et qu'ils en choisissent un autre. Les gens peuvent aussi choisir de lire des magazines. Ils doivent s'autoriser à lire sur des sujets qui les intéressent, à leur rythme, dans des conditions qui sont les leurs, sans jugement », affirme M^{me} Mockle.

Des exemples inspirants

Ces faibles lecteurs pourront par la suite décider d'entreprendre une démarche de

formation pour améliorer leur niveau de littératie et leurs autres compétences de base.

D'ailleurs, pour une deuxième année consécutive, la Fondation pour l'alphabétisation remettra, en collaboration avec la Fondation Desjardins, deux bourses de 1000\$ chacune soulignant la persévérance et la détermination d'adultes qui ont effectué avec succès une démarche d'alphabétisation ou de formation de base. « Les gagnants de cette année seront annoncés le 5 septembre », précise Diane Mockle. « Je peux déjà vous dire que ce sont des gens qui sont partis de loin et qui ont persévéré malgré les nombreuses embûches

qu'ils ont rencontrées. Alors qu'ils n'avaient pas complété leur secondaire, ils sont maintenant en train de réaliser leur rêve en apprenant un métier dans une école de formation professionnelle. »

Ces gens pourront servir de modèle à plusieurs qui hésitent à se lancer. « Certains décrocheurs ne raccrochent pas parce qu'ils se disent que ce n'est pas faisable! Mais ce l'est et les gagnants de ces bourses en sont la preuve. Entreprendre une démarche de formation permet de réaliser ses rêves, de sortir de la précarité », observe M^{me} Mockle.

Promouvoir la formation de base

La Fondation pour l'alphabétisation souhaite aussi s'attacher prochainement au développement des compétences de base des gens sur le marché du travail. L'organisme a réalisé une enquête dernièrement dans 300 PME de Montréal. « Nous soupçonnons que les formations offertes dans les PME s'adressaient principalement aux cadres et aux professionnels, donc à des gens déjà formés. Nous nous doutions que fort peu de PME avaient le souci d'offrir de la formation pour relever les compétences de base des autres types de travailleurs, comme ceux du secteur de la production », affirme la présidente-directrice par intérim.

Lorsqu'elle fait allusion aux compétences de base, cela inclut les compétences d'écri-

ture, de lecture et de calcul, mais aussi d'autres compétences essentielles aujourd'hui sur le marché du travail. « Je pense par exemple aux connaissances de base en informatique, indique M^{me} Mockle. Les travailleurs doivent aussi développer leurs capacités à travailler en équipe, à résoudre des problèmes. Il faut mieux sensibiliser les employeurs aux avantages d'avoir une main-d'œuvre spécialisée qui détient des compétences de base plus importantes. Cela permet le maintien en emploi, le rehaussement de la productivité et, éventuellement, une mobilité dans l'entreprise. »

La Fondation pour l'alphabétisation pourra diffuser les résultats de son enquête cet automne, après avoir complété le processus de validation des chiffres. Toutefois, Mme Mockle affirme déjà que le besoin de formation est évident dans les PME.

« Je crois que la Fondation pour l'alphabétisation pourrait faire beaucoup de sensibilisation à ce sujet. Nous pourrions aussi faire le lien entre ceux qui offrent de la formation et les entreprises qui en ont besoin, par exemple via une ligne info. Nous souhaitons convaincre Emploi-Québec et la Commission des partenaires du marché du travail de l'importance d'aller de l'avant dans le domaine. »

Collaboratrice
Le Devoir

GROUPES POPULAIRES

Qui est à l'écart sera rejoint!

Les organismes d'éducation populaire ont toujours été actifs en alphabétisation, certains groupes en faisant même leur spécialité.

PIERRE VALLÉE

Ces groupes, refusant au début des années 80 l'invitation de s'intégrer aux structures des commissions scolaires, fondent le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ), qui compte aujourd'hui 80 membres répartis dans toutes les régions. « Dès le départ, les groupes populaires voulaient offrir, aux personnes ayant des problèmes d'alphabétisation, un réseau alternatif à celui des commissions scolaires, qu'on jugeait trop rigide », explique Solange Tougas, présidente du RGPAQ. « D'ailleurs, aujourd'hui, les commissions scolaires font de moins en moins d'alphabétisation. »

Le mandat du RGPAQ est triple. « Dans un premier temps, nous voulons développer et faire reconnaître l'alphabétisation populaire. Nous jouons aussi un rôle de formation dans le domaine de l'alphabétisation. Notre second rôle est de militer pour un accroissement du financement accordé à l'alphabétisation. Et, troisièmement, nous défendons les droits des personnes peu alphabétisées afin d'améliorer leurs conditions de vie. Par exemple, cette année aux élections, les photos des candidats seront imprimées sur les bulletins de vote, une revendication que nous avions. Nous faisons aussi de la sensibilisation auprès des employeurs afin qu'ils embauchent des personnes peu

alphabétisées ou inscrites dans une démarche d'alphabétisation. Ce n'est pas parce qu'elles éprouvent des difficultés avec la lecture et l'écriture qu'elles n'ont pas de compétences. »

Une approche différente

De plus, les groupes populaires en alphabétisation ont développé au fil des ans une approche qui leur est propre. « La première difficulté qu'on rencontre en alphabétisation, c'est l'identification des personnes qui ont un problème. Comme elles en ont honte, elles le cachent. Étant bien implantés dans leur milieu et proches de la population, les groupes populaires sont en meilleure position pour détecter les personnes qui ont un problème et ensuite leur offrir une démarche d'alphabétisation. »

Les groupes populaires ont adopté en la matière une approche très souple. « Il n'y a pas de programmes fixes chez nous, chacun des programmes est adapté aux besoins des personnes. » De plus, l'approche est basée sur la méthode des petits pas, chaque réussite en appelant une prochaine. « Cette approche favorise la valorisation de la personne, un élément essentiel à la réussite d'une démarche en alphabétisation. »

L'approche se veut aussi multiple, les formations offertes par les groupes populaires ne se limitant pas à la stricte alphabétisation. Ainsi, on offre des formations relatives à l'emploi, à la culture et aux arts, à la vie démocratique, à l'insertion sociale, à la gestion personnelle, à l'informatique et à Internet, etc. « Au fil des ans, les groupes populaires ont compris que les besoins des personnes ayant des difficultés en alphabétisation étaient multiples et on a voulu répondre à ces be-

soins. Il faut comprendre qu'une faible alphabétisation est souvent un facteur d'exclusion sociale. »

Et il ne faudrait pas croire que la clientèle est essentiellement composée de personnes plus âgées. « Nous retrouvons des personnes de tous les âges dans nos groupes d'alphabétisation. Nous avons même de jeunes adultes qui ont été scolarisés mais qui sont passés au travers des mailles du système. Nous avons même des personnes issues de l'immigration dont la francisation a été un échec. »

Précaire financement

Les groupes populaires en alphabétisation reçoivent une partie de leur financement du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport grâce au programme PACTE (Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation), dont une partie de l'enveloppe est dédiée à l'alphabétisation. Mais c'est nettement insuffisant, selon Solange Tougas. « La moyenne par groupe est d'environ 98000\$ par année, nettement en dessous des besoins. Prenons, par exemple, le groupe populaire que je dirige, le groupe populaire Déclit, à Berthierville. Notre budget annuel est d'environ 220000\$. »

Le manque à gagner est comblé par la mise en place de formations et d'activités diverses qui seront achetées par les commissions scolaires ou Emploi-Québec. « Et, comme ces activités ne sont pas récurrentes, c'est à recommencer chaque année. Une bonne partie de notre temps est donc passée à chercher du financement. »

Stratégie nationale

Solange Tougas croit qu'il est grand temps que

le Québec se dote d'une stratégie nationale en alphabétisation. « Il faut se donner une stratégie de lutte contre l'analphabétisme qui associerait l'ensemble des ministères. La lutte contre l'analphabétisme s'inscrit directement dans la lignée de la lutte contre la pauvreté, puisqu'il est démontré que l'analphabétisme est souvent synonyme de pauvreté. Les personnes peu alphabétisées dépendent souvent de l'aide sociale, sinon, elles travaillent au salaire minimum ou accumulent les "jobinettes". C'est insensé de ne pas agir, d'autant plus que nous allons faire face à une pénurie de travailleurs d'ici quelques années. Il faut donc mettre tout le monde à contribution. Et, je le répète, les personnes qui éprouvent des difficultés d'alphabétisation ne sont pas dépourvues d'intelligence ni de compétences. »

Cette stratégie devrait aussi assurer un financement adéquat aux groupes d'alphabétisation. « Il nous faut un financement non seulement adéquat, mais aussi stable et récurrent. De plus, il faudrait que cette stratégie comprenne aussi un soutien financier aux personnes qui sont inscrites dans une démarche d'alphabétisation, car il y a des coûts pour elles, comme le transport, l'habillement. »

Et cette stratégie devrait faire sienne la méthode des petits pas. « Il faut un plan d'action basé sur une durée d'environ 10 ans. La difficulté d'identifier les personnes qui ont des problèmes en alphabétisation ne disparaîtra pas d'elle-même. Il faut donc d'abord faire beaucoup de sensibilisation. Ce dont la lutte contre l'analphabétisme a besoin pour réussir, c'est aussi de la constance dans nos actions. »

Collaborateur
Le Devoir

800 000 Québécoises et Québécois ne peuvent déchiffrer ce message

L'alphabétisation est
un droit fondamental



La force vive en éducation » www.lafae.qc.ca

ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ

ALPHABÉTISATION

À LA RIVIÈRE-DU-NORD

Une nouvelle approche pédagogique porte fruit

Bien apprendre à lire pour contrer le décrochage: c'est le pari que relève quotidiennement l'équipe de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord, et c'est à l'aide du programme La forêt de l'alphabet, implanté à la maternelle, qu'on compte y parvenir.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

L'équation est fort simple: plus tôt chez un élève on dépiste les difficultés d'apprentissage de la lecture, plus on aura de chances de garder longtemps ce même élève à l'école. Sans la lecture, on se dirige vers un décrochage, puisqu'il est très difficile de faire comprendre les consignes et les énoncés présents dans toutes les matières au programme. Les chiffres sur l'analphabétisme sont alarmants, mondialement bien sûr, mais aussi chez nous, où il y aurait 49% de la population, soit près de la moitié du Québec, qui a du mal à lire et à comprendre les mots et les phrases et pour qui les livres sont inaccessibles. Dans ce sens, La forêt de l'alphabet est un moyen efficace pour aider les enfants à rester à l'école, mais aussi pour donner l'envie d'apprendre, et ce, dès la maternelle.

C'est Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal, aidée de son équipe de chercheurs, qui a mis sur pied La forêt de l'alphabet, un programme de prévention des difficultés d'apprentissage en lecture à la maternelle. Reposant sur l'état des connaissances issues de la recherche, le programme a fait l'objet de quatre études. Les résultats sont impressionnants: dans les classes où le programme a été implanté avec rigueur, on observe une diminution de plus de 50% du nombre d'élèves ayant

des difficultés d'apprentissage en lecture à la fin de la première année, mais aussi une réduction des écarts entre les élèves issus d'un milieu favorisé et ceux issus d'un milieu défavorisé, de même qu'un nivellement des écarts entre les garçons et les filles.

Faire lire dès la première année

Depuis quelques années déjà, à la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord, où on enseigne le français langue première, on applique le programme de La forêt de l'alphabet dans toutes les écoles. «On s'est aperçu que, bon an mal an, de 20% à 30% de nos élèves ne réussissent pas l'épreuve de lecture de 6^e année du ministère de l'Éducation», raconte Marc Saint-Pierre. Directeur adjoint de la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord jusqu'au 30 juin dernier et aujourd'hui jeune retraité, c'est lui le grand responsable de l'implantation du projet La forêt de l'alphabet à la commission scolaire.

Mais, malheureusement, ne s'apercevoir qu'en 6^e année qu'un élève a pris du retard, c'est déjà trop tard et, selon Marc Saint-Pierre, il fallait agir en amont: «Il fallait s'assurer que, à la fin de leur première année, nos élèves sont capables de décoder un texte, d'avoir une lecture qui est fluide, précise et relativement rapide. On s'est aperçu que nos approches n'étaient peut-être pas les bonnes et qu'il fallait les changer. Après de nombreuses recherches, j'ai pris contact avec Monique Brodeur et on a mis en place La forêt de l'alphabet au préscolaire.»

Former les professeurs

L'implantation de cette nouvelle approche à la grandeur de la commission scolaire ne s'est pas faite du jour au lendemain. Pour assurer le succès d'une telle entreprise, il a fallu bien préparer

tous les intervenants. Selon la loi de l'instruction publique, une direction d'école ne peut pas imposer une méthode pédagogique à un enseignant, cependant, Marc Saint-Pierre a voulu offrir aux professeurs toute l'information nécessaire pour implanter la méthode: «Nous avons demandé aux enseignants d'assister à une formation de deux jours, tout en offrant, à ceux qui choisissaient d'enseigner La forêt de l'alphabet, du matériel ainsi qu'un accompagnement avec des conseillers pédagogiques et des évaluations finales, bref, toute une série de conditions facilitantes», explique-t-il.

Résultat? Sur plus de 90 groupes d'élèves, seulement quatre groupes n'avaient pas participé, non pas à cause d'une résistance de la part de l'enseignant, mais pour des raisons techniques. Ce qui fait que la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord est la seule à avoir participé au programme à une si grande échelle.

Après trois ans d'implantation, on n'en est pas encore aux évaluations finales, mais c'est au niveau du dépistage que le programme fait ses preuves. «En gros, grâce à l'implantation du programme La forêt de l'alphabet, on a été capable d'observer, lors d'une première évaluation qui se fait en janvier, que, dans une proportion de 20%, des élèves avaient besoin d'un appui supplémentaire. Lors d'une seconde évaluation en mai, le nombre d'élèves considérés à risque baisse de moitié. L'année suivante, en octobre, dans les classes de première année, le nombre d'élèves à risque diminue encore grâce à des interventions précoces en orthopédagogie», explique M. Saint-Pierre.

Mais notre directeur retraité va encore plus loin en affirmant que La forêt de l'alphabet «rétablit une certaine justice sociale, ce qui est en soi le rôle de l'école publique». S'il est capable de faire une telle affirmation, c'est parce que, après



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Prévenir les difficultés d'apprentissage en lecture dès la maternelle permet de réduire le décrochage scolaire.

avoir analysé les résultats de ses élèves aux évaluations, il constate que les écarts habituellement présents s'amenuisent. On parle d'écarts entre garçons et filles, mais surtout de ceux entre milieux favorisés et milieux défavorisés.

Il semble évident que, pour la Commission scolaire de la Rivière-du-Nord, l'expérience de La forêt de l'alphabet a été concluante. Mais, puisque le but ultime est de contrer le décrochage scolaire, ce programme doit faire partie de toute la panoplie de mesures incitatives et, comme le dit si bien Marc Saint-Pierre, «on ne veut pas d'une société qui abandonne ses décrocheurs seuls à la maison».

Collaboratrice
Le Devoir

FONDATION CHAGNON

Des histoires pour les tout-jeunes

Avenir d'enfants rejoint 114 collectivités

L'apprentissage de la lecture et de l'écriture débute dès les premiers jours de la vie. Même avant, diront certains. De la femme enceinte qui raconte à voix haute sa journée à son futur bébé aux sorties à la bibliothèque avec l'éducatrice du CPE, en passant par le conte avant le dodo, c'est dans la petite enfance que se préparent les apprentissages plus formels qui viendront avec l'école.

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Avenir d'enfants permet à 114 collectivités de financer des initiatives pour le développement des jeunes enfants. Car, encore aujourd'hui, tout se joue avant six ans... et la famille a parfois besoin d'un coup de pouce du reste du village.

Au premier jour d'école, on aura fait la lecture pendant 1700 heures à un enfant issu de la classe moyenne. C'est dire qu'on lui a raconté 6800 histoires de 15 minutes. De quoi faire le tour des contes de fées, des légendes québécoises et du merveilleux monde de Disney. Initier au monde des mots, ça peut être aussi banal que laisser un enfant de deux ans imiter maman et papa lisant le journal au déjeuner ou fréquenter l'heure du conte à la bibliothèque municipale.

Car, en milieu défavorisé, les enfants se présentent à l'école en ayant en moyenne bénéficié de 25 heures de lecture seulement. Ce qui n'est pas étranger au fait que, à Montréal, un enfant sur trois arrive trop peu préparé à son entrée à l'école.

Réduire l'écart

«On se base sur ça pour appuyer nos actions», précise Lyse Brunet, la directrice générale d'Avenir d'enfants. Lancé en 2009, ce fonds dispose de 400 millions de dollars sur 10 ans, fournis par le gouverne-

ment du Québec et la Fondation Lucie-et-André-Chagnon.

Le but? Que chaque enfant arrive prêt à l'école. «On essaie d'injecter plus de moyens et d'accompagnement possibles, pour que les enfants soient le moins laissés à eux-mêmes. On veut éviter que certains tombent entre deux chaises et arrivent à l'école sans avoir été aidés», explique M^{me} Brunet. L'idée, c'est de tisser un filet serré autour d'eux.»

Pour se qualifier, les collectivités doivent présenter un projet qui s'articule autour de dix facteurs que la recherche a identifiés comme «protecteurs»: l'accessibilité et la qualité des services, les pratiques parentales ou l'environnement physique et social du quartier, par exemple. Le financement est ouvert à toutes les collectivités qui souhaitent «travailler ensemble», dit Mme Brunet. «On ne soutient pas le CPE seul, car on cherche un impact collectif, poursuit-elle. On les accompagne, on enfonce deux ou trois clous de plus.»

Le centre de la petite enfance, la municipalité, les organismes communautaires: chacun est appelé à travailler en concertation avec les autres acteurs du milieu. Avenir d'enfants soutient actuellement une trentaine de projets sur le thème de l'éveil à la lecture.

À Québec, le collectif Caméléon (haute-ville), par exemple, veut amener les livres aux enfants du HLM Bourlamaque. Heure du conte, coin de

lecture, prêts de livres, visites à la bibliothèque du quartier...

Les intervenants veulent non seulement créer une panoplie d'activités, mais également faire participer les parents, qui pourront devenir bénévoles à leur tour. À Matane, on a instauré les «histoires à roulettes»: douze malles thématiques roulent d'une famille à l'autre pour le plus grand bonheur des petits qui les découvrent. En Outaouais, 100 sacs à dos circulent dans les maisons. Leur contenu? Des fiches éducatives et des activités parents-enfants. Dans la région de Sorel, vous pourriez croiser la bibliothèque roulante. Les livres s'offrent aux jeunes lecteurs dans les parcs, l'été, et à domicile, l'hiver.

«On essaie de joindre les milieux défavorisés», dit M^{me} Brunet, car les parents eux-mêmes peuvent avoir des problèmes d'analphabétisme. Souvent, ils ont besoin d'être informés sur ce qu'il faut faire avec l'enfant, comme lui raconter des histoires.»

Évaluer l'impact

Elle attend avec impatience les premiers résultats de l'Enquête québécoise sur les enfants à la maternelle, qui arriveront à l'automne 2013.

Cette vaste étude scientifique vise à poser un diagnostic et à organiser les solutions en conséquence. «Ça va permettre de voir où on est dans les compétences des enfants en langage avant l'école, et, quand on va reprendre, on va voir si on avance, si on a été capable d'influencer les façons de faire, d'injecter plus d'outils», estime-t-elle. À terme, Lyse Brunet a bon espoir de voir des enfants mieux préparés se présenter à leur premier jour de classe.

Le Devoir

COLLÈGE FRONTIÈRE

Ils étaient des ouvriers-enseignants...

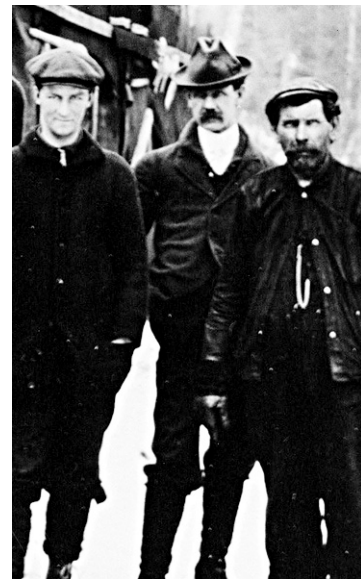
Il y a cent ans, Alfred Fitzpatrick, un pasteur de la Nouvelle-Écosse, a fondé le Collège Frontière pour alphabétiser les ouvriers des camps de bûcherons, des mines et des chemins de fer en régions éloignées. La méthode choisie était originale: des ouvriers-enseignants se joignaient aux travailleurs dans leur labeur quotidien et, le soir venu, enseignaient la lecture et l'écriture.

CAROLINE RODGERS

Un siècle plus tard, le Collège Frontière offre divers programmes d'alphabétisation à travers le Canada et compte sur 500 bénévoles agissant auprès des adultes et des enfants, ainsi que sur des éducateurs salariés.

Au Québec, les premiers ouvriers-enseignants québécois étaient des étudiants de l'Université Laval et de l'Université McGill, qui allaient en Abitibi, à Sept-Îles, à La Tuque et à Gaspé pendant l'été et travaillaient dans les mêmes conditions et au même salaire que leurs confrères ouvriers. «En 1912, la population du Québec était de 3,3 millions et environ 80% des travailleurs n'avaient pas de diplôme d'études secondaires, d'où l'importance d'essayer de renverser la vapeur et de leur permettre d'aspirer à un avenir meilleur en améliorant leurs connaissances», dit Mélanie Valcin, gestionnaire du Québec pour le Collège Frontière.

Jean-Guy Ouellette, au



LA PRESSE CANADIENNE

Au centre, Alfred Fitzpatrick

jour d'hui retraité du ministère de l'Éducation, a été ouvrier-enseignant dans un camp de bûcherons de la Côte-de-Beaupré, puis au sein d'une équipe d'entretien des chemins de fer entre Sept-Îles et Schefferville dans les années 1960. «Les équipes étaient logées à bord des trains, dit-il. Il y avait beaucoup de travailleurs immigrants, des Italiens, des Portugais, des Polonais, mais aussi des Québécois et des Terre-Neuviens. J'offrais des cours de français pour les allophones, en plus des cours d'alphabétisation. Mon souvenir le plus vif est celui d'un homme de la Côte-Nord, venu me demander de l'aider à lire une lettre de sa femme. Je lui ai proposé de l'aider à écrire une réponse et il a accepté. Il concluait sa lettre par "c'est toute". Je lui ai suggéré d'ajouter, s'il le voulait, "je t'embrasse ainsi que les enfants" et il était tout gêné, c'était très touchant.»

La tradition revisitée

Cette année, le Collège Frontière a décidé de renouveler la tradition des ouvriers-enseignants en envoyant en poste quatre d'entre eux à différents endroits du Québec pour un an. Deux d'entre eux travaillent auprès d'employés de la Première Nation des Micmacs de Gespeg, en Gaspésie. Deux autres sont à Schefferville avec des travailleurs de Labrador Iron Mines.

À la différence de leurs prédécesseurs, ces ouvriers-enseignants du XXI^e siècle se consacrent à temps plein à leurs tâches d'enseignement. Et ces dernières vont au-delà de la lecture et de l'écriture. On vise également à améliorer d'autres compétences jugées essentielles en milieu de travail.

Collaboratrice
Le Devoir

Vers un Québec apprenant

Émission sur l'alphabétisation

Mercredi 12 septembre 13 h 30
sur les ondes de CIBL 101,5

Première d'une série radiophonique
sur les enjeux en éducation des adultes

Icea

Institut de coopération pour l'éducation des adultes
WWW.ICEA.QC.CA

COLLÈGE
FRONTIÈRE
FRONTIER
COLLEGE

COLLÈGE FRONTIÈRE
100 ANS D'ACTION AU QUÉBEC

DES CAMPS DE BÛCHERONS AUX CAMPS D'ÉTÉ :
COLLÈGE FRONTIÈRE CÉLÈBRE 100 ANS AU QUÉBEC

Au Québec depuis 1912, notre action vise le développement des compétences en littératie et la création d'occasions d'apprentissage destinées aux enfants et aux adultes dans des milieux de travail, des organismes d'insertion, des communautés autochtones et au sein de clubs d'aide aux devoirs et de cercles de lecture situés dans des quartiers marginalisés.

Faites partie de la solution!

Devenez bénévole ou faites un don dès aujourd'hui!

www.collegefrontiere.ca

ALPHABÉTISATION

ANALPHABÉTISME

Des milliards perdus!

Un Québécois sur deux ne terminera pas son secondaire

Au Québec, près d'une personne sur deux possède de faibles compétences en littératie, ce qui engendre d'importantes conséquences socioéconomiques pour la province. Bien qu'on tente de s'attaquer au problème depuis la publication du rapport Parent et la fondation du ministère de l'Éducation au début des années 1960, il reste encore beaucoup à faire.

ÉMILIE CORRIVEAU

Si, en 2012, 49% des Québécois âgés de 16 à 65 ans éprouvent des problèmes de lecture et d'écriture, tous ne sont pas complètement analphabètes. On estime qu'environ 16% de la population québécoise souffre d'analphabétisme complet et que 33% est analphabète mais fonctionnelle. Parmi ces personnes, 55% sont francophones et 43% anglophones.

«Ce que ça signifie, c'est que 33% de la population québécoise n'arrive pas à atteindre un niveau suffisant de littératie pour pouvoir compléter la cinquième secondaire, développer de nouvelles compétences professionnelles ou occuper un emploi de base. A cela s'ajoute 16% de la population qui n'est pas fonctionnelle. Elle ne peut ni lire, ni écrire. C'est grave», souligne M^{me} Monique Brodeur, doyenne de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université du Québec à Montréal.

Les causes de l'analphabétisme sont multiples. Le milieu de vie constituant un facteur de risque élevé, beaucoup d'analphabètes sont issus d'un milieu défavorisé. Certains connaissent des difficultés d'apprentissage et ne bénéficient pas du soutien dont ils ont besoin. La recherche scientifique démontre également que l'une des causes importantes de l'analphabétisme est la maîtrise insuffisante des conventions relatives à l'écrit (maîtrise de l'alphabet, rapidité de l'identification des mots, etc.) et que l'atteinte de cette maîtrise requiert, pour plusieurs, un enseignement explicite et systématique dès la maternelle.

Conséquences

Pour le Québec, ce taux d'analphabétisme élevé engendre de multiples conséquences à divers niveaux. Au plan économique, par exemple, l'impact est important. «On sait que les personnes de plus de 16 ans qui ne réussissent pas à développer suffisamment leurs compétences en littératie sont très à risque de décrocher du système scolaire. Ça représente, selon l'économiste Pierre Fortin, un coût de près d'un demi-million de dollars par décrocheur», relève la doyenne.

Le niveau de littératie de la population d'un pays a également une incidence directe sur la croissance globale de son produit intérieur brut et sa réussite économique à long terme. D'après une étude de Statistique Canada publiée en 2004, une hausse de 1% du niveau de littératie de la population par rapport aux autres pays permettrait d'engendrer une hausse de 2,5% du niveau de productivité de la main-d'œuvre et de 1,5% du produit intérieur brut par personne. Toujours selon cette étude, au Canada, chaque hausse de 1% du niveau global de littératie permettrait d'engendrer une augmentation du revenu national de 32 milliards.

Aussi, l'analphabétisme contribue à accroître la demande pour les services de santé, le coût et la durée des soins, le recours à l'aide sociale, tout en nuisant à l'engagement communautaire



Au Québec, en 2012, 49% des 16-65 ans souffrent de problèmes de lecture et d'écriture, tandis que 16% de la population est complètement analphabète.

et à la participation civique.

Quant aux coûts individuels, ils sont nombreux. Il est établi que des personnes ayant de faibles capacités en littératie ont plus de difficultés à décrocher un emploi. Lorsqu'elles travaillent, elles ont généralement des revenus plus faibles et occupent des postes peu ou non qualifiés, lesquels sont souvent précaires.

Par conséquent, ces personnes ont plus tendance à souffrir d'une alimentation inadéquate, à vivre dans un logement insalubre, à travailler dans un milieu dangereux, à se sentir isolées ou à démontrer des difficultés à adopter des habitudes de vie saines, ce qui est susceptible de nuire à leur développement comme à celui de leurs enfants.

Des solutions?

Si, depuis la parution du rapport Parent, le Québec a déployé nombre d'efforts pour réduire le taux d'analphabétisme dans la province, les avancées réalisées ont, somme toute, été limitées. Malgré que le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) ait fait de l'alphabetisation une de ses priorités en 1990 et qu'il ait réitéré cet engagement en 2002 dans la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue, les enquêtes de l'Organisation de coopération et de développement économiques révèlent une absence de progrès entre 1995 et 2003.

«On a fait des pas en avant et on continue d'en faire. Plusieurs personnes et organismes, dont la Fondation pour l'alphabetisation, font un travail remarquable. Toutefois, ces efforts ne sont pas suffisants, ils sont trop souvent fragmentés et ne bénéficient pas du soutien que pourrait leur fournir la recherche scientifique sur la lecture et l'écriture», soutient M^{me} Brodeur.

«En 2012, on comprend beaucoup mieux qu'auparavant les causes de l'analphabétisme et on sait mieux comment le prévenir», poursuit la doyenne. Par exemple, grâce à la recherche, on sait qu'un enfant qui éprouve des difficultés de lecture à la fin de sa première année du primaire présente un risque très élevé de connaître de sé-

rières difficultés d'apprentissage tout au long de son parcours scolaire. On sait par ailleurs qu'un enseignement explicite et systématique des conventions de l'écrit dès la maternelle permet de réduire de façon significative le nombre d'élèves en difficulté à la fin du premier cycle primaire. Dans une perspective de respect de la personne, d'accessibilité et de réussite scolaire, ainsi que de justice sociale, nous avons le devoir de mettre ces connaissances au service des personnes et de la société. A cet égard, le MELS a un rôle capital à jouer.»

D'après la doyenne, il importe donc de fédérer les efforts et de les canaliser en fonction des connaissances issues de la recherche scientifique. A ce propos, la création d'un Centre québécois d'excellence pour la littératie tout au long de la vie permettrait de concerter les actions de recherche, de formation, de transfert et de mobilisation de connaissances, et ce, de la petite enfance à l'âge adulte. Ce centre pourrait

être financé par le Fonds de recherche sur la société et la culture (FRQSC) et le MELS. Palliant le manque créé par la disparition du Canadian Language and Literacy Research Network (CLLRNet), qui a œuvré de 2001 à 2010, ledit centre d'excellence permettrait au Québec de mener des travaux rigoureux, d'envergure, favorables aux Québécois et à la francophonie.

Prévention

M^{me} Brodeur rappelle que la prévention est l'une des clés du succès et qu'elle pourrait être davantage mise de l'avant en milieu scolaire. «Édifier des fondations solides lorsqu'on bâtit une maison est plus gagnant que de tenter de les consolider lorsque la maison est terminée. C'est la même chose avec la littératie. Si on prévient les difficultés de lecture dès l'enfance, on accroît de façon significative la réussite en lecture mais aussi dans les divers domaines d'apprentissage scolaire.»

Dans cet esprit, à l'été 2011, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a demandé au MELS qu'il revoie des éléments du Programme de formation de l'école québécoise, afin d'y inclure des composantes liées à l'apprentissage de la lecture-écriture, ce à quoi l'ex-ministre Line Beauchamp a donné son aval. D'après M^{me} Brodeur, il est impératif que ces travaux soient menés à terme sans tarder.

«Cette modification du programme est cruciale, estime-t-elle. Elle permettrait d'enrichir le programme actuel, de l'arrimer à l'état des connaissances issues de la recherche scientifique et d'en hausser l'efficacité. Du coup, le programme enrichi contribuerait à prévenir les difficultés d'apprentissage de la lecture et à réduire le taux d'analphabétisme. Afin que cette modification puisse porter fruit, et compte tenu du virage significatif qu'elle implique, il sera toutefois essentiel de mettre en œuvre une stratégie afférente d'information, de formation et d'accompagnement du milieu scolaire. Il sera également pertinent de vérifier l'impact réel de ces mesures et de procéder aux ajustements nécessaires afin d'atteindre le but visé. C'est un dossier qu'il faut absolument suivre de très près!»

Collaboratrice
Le Devoir



Fondation pour l'alphabetisation
Des mots d'espoir



Un peu d'imaginaire dans l'ordinaire

LA LECTURE EN CADEAU^{MD}

AIDEZ-NOUS À TRANSMETTRE
LE PLAISIR DE LIRE AUX ENFANTS

FAITES UN DON

fondationalphabetisation.org
1 800 361-9142

1 300 000
adultes québécois
peu alphabétisés

Cette situation commande
un plan d'action d'envergure...

Le prochain gouvernement
du Québec devra y voir!

Il y a urgence d'agir.

URGENT
mesure
ET PRIORITAIRE

**ENSEMBLE
CONTRE
L'ANALPHABÉTISME**
ensemble.rgpaq.qc.ca

Regroupement des groupes populaires
en alphabetisation du Québec



ALPHABÉTISATION

ÉDUCATION DES ADULTES

Un élève sur deux n'a pas 19 ans!

« On doit faire face à différents niveaux d'enseignement »

Le secteur de l'éducation des adultes est appelé en de nombreuses occasions à fournir un soutien à des gens qui retournent sur les bancs d'école et qui éprouvent des difficultés relatives aux connaissances de base. Mais voilà que les clientèles rajeunissent et que les enseignants sont de plus en plus confrontés à des problèmes d'une autre nature.

RÉGINALD HARVEY

Vice-présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Josée Scalabrini remonte le cours du temps et dépeint une nouvelle réalité: « On sait qu'au départ, lorsqu'on a créé l'éducation des adultes, c'était pour aider ceux d'entre eux qui décidaient d'aller compléter une formation. Aujourd'hui, il est possible de dire que 50% des gens qui fréquentent ce secteur sont âgés de 16 à 18 ans; 75% d'entre eux se situent en bas de 24 ans. »

Elle décrit ces jeunes: « Il y a parmi eux des gens qui ont décroché et qui raccrochent au bout de quelques mois, mais il y a aussi beaucoup d'élèves, ce qui n'existait pas à l'époque, qui passent directement à l'éducation des adultes. » Elle fournit cette explication: « Ils éprouvent des difficultés et ils n'arrivent plus dans le secteur régulier du programme des jeunes, donc ils recourent à cette pensée magique que ça va être plus facile à l'éducation des adultes; ils laissent tout tomber pour se tourner de ce côté. » Il est maintenant possible, pour un jeune de 16 ans qui accuse beaucoup de retard et qui éprouve plusieurs difficultés, d'agir de la sorte en recourant à des aménagements qui sont de plus en plus nombreux pour faciliter ce passage.

La problématique se complexifie

Au-delà des carences dans les connaissances de base et générales, surgissent des difficultés d'un autre ordre dans un tel environnement, comme le démontre M^{me} Scalabrini: « Les enseignants se retrouvent de plus en plus avec des élèves qui ont des problèmes de santé mentale, et il n'existe pas de dossier qui les accompagne dans ce sens-là; ces problèmes ont eu une incidence sur leur cheminement scolaire, mais les profs ne sont pas au courant de cette réalité. Pour ce qui est des difficultés d'apprentissage, il est vrai qu'il y a toujours eu des jeunes qui en ont eu, mais, au cours des dernières années, on a assisté à la multiplication de celles-ci, notamment sur le plan de la lec-

ture et des mathématiques, par exemple. »

Cela dit, elle signale que le secteur des jeunes réclame depuis un bon bout de temps l'obtention de plus nombreux services complémentaires: « Il est de plus en plus nécessaire d'avoir recours aux interventions d'orthothérapeutes, de psychoéducateurs et autres; les jeunes ont besoin de la présence de ces professionnels qui préparent des dossiers à leur sujet. À partir du jour où s'effectue le passage à l'éducation des adultes, il arrive souvent que ceux-ci ne suivent pas l'élève. » Elle ajoute: « Il faut aussi reconnaître qu'il y a très très peu de services complémentaires du côté des adultes. » En fait, on pellette dans la cour des adultes les élèves en difficulté du secteur des jeunes, qui se retrouvent là privés d'au moins un minimum de services d'accompagnement.

Encore faut-il savoir que l'enseignant à l'éducation des adultes se retrouve parfois dans l'obligation de transmettre neuf programmes différents dans une classe de 30 élèves: « Ils ont des défis multiples à relever et souvent ils ne disposent pas de ressources. » Elle laisse même savoir que la réforme s'est appliquée sans que soient fournis au personnel enseignant les mêmes outils de soutien que ceux dont ont disposé leurs collègues qui œuvrent auprès des jeunes. Sans oublier que 75% des enseignants à l'éducation des adultes ont un statut précaire, dont 45% travaillent à des taux horaires.

Quelles sont, à court terme, les solutions prioritaires et les plus pressantes à appliquer pour bonifier le secteur des adultes? Josée Scalabrini apporte cet éclairage: « Je pense que ça prend des services complémentaires; on a besoin de ressources et il faut de plus abaisser le taux de précarité. On doit également fournir des ratios dans les classes pour qu'on ne dépasse pas tel nombre de programmes différents et tel nombre d'élèves. »

D'une même voix...

Enseignant de carrière au service de la Commission scolaire du Val-des-Cerfs, dans la région de Granby, et militant syndical dans le secteur de l'éducation des adultes à titre de membre de la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), Mario Cornélien trace un portrait semblable de la clientèle actuelle des adultes: « De façon générale, le fort pourcentage des élèves se trouve dans la tranche d'âge des 16 à 24 ans; plus de 50% des jeunes ont 18 ans ou plus et sont là dans le but de terminer leur parcours secondaire. » Il identifie les écueils les plus courants auxquels tout face ces gens: « Il existe beaucoup de déficits d'attention, plutôt que des troubles de comportement. Il y a aussi des pro-



MARTIN BUREAU AGENCE FRANCE-PRESSE

De nos jours, 50% des élèves inscrits à l'éducation des adultes sont âgés de 16 à 18 ans.

blèmes de lecture et d'écriture. En fait, tout ce que les élèves ont vécu étant plus jeunes se répercute à l'âge adulte. »

Il enchaîne: « C'est hétérogène au maximum et on retrouve autant de garçons que de filles dans les classes. Ces personnes ont éprouvé des difficultés au niveau du secondaire ou dans leur vie personnelle; elles ont fait face souvent à des défis qui les ont empêchées d'obtenir dans les temps prescrits leur diplôme de cinquième secondaire. Elles se sont donc rabattues vers le secteur des adultes. La grande déception pour ces gens, c'est qu'ils sont obligés de reprendre à partir de la première secondaire après un certain laps de temps, durant lequel ils ont quelque peu perdu leurs habiletés scolaires. »

Lourde tâche

Il abonde dans le sens de sa collègue syndicale sur les difficultés qui se posent aux enseignants dans ce secteur: « Dans la structure de l'organisation scolaire relative à l'éducation des adultes, il existe très peu de soutien pour les élèves de 18 ans ou plus du côté pratique de l'approche pédagogique: ils n'ont pas de services et ils doivent se tourner vers le communautaire. »

Les embûches rencontrées dans le secteur des jeunes ou durant certaines expériences vécues ont des répercussions sur les adultes: « Les élèves pensaient que ces embûches avaient

définitivement disparu en raison de leur parcours de vie sur le plan de l'emploi, mais, malheureusement, les vieux fantômes ressortent quand ils reviennent en formation générale à l'éducation des adultes. Les difficultés refont surface et cela entraîne des découragements, parce que le soutien pédagogique n'existe pas. » Ce sur quoi il se penche sur les procédures administratives qui causent un pareil vide.

Laisse à peu près à lui-même, l'enseignant doit composer avec une situation complexe sur plusieurs points, comme l'explique Mario Cornélien: « On doit faire face à divers niveaux d'enseignement; dans mon cas et dans ma classe, j'ai des élèves en troisième, quatrième et cinquième secondaire et je couvre six matières; non, ce n'est pas l'image générale des centres pour adultes, mais c'est quand même une image relativement réaliste, parce qu'on retrouve des classes de multi-niveaux et de multi-matières. C'est là que se trouve le plus grand défi d'un enseignant. »

Il en fournit la raison: « Il doit être polyvalent dans son approche pédagogique et faire appel à tout son bagage de connaissances pour répondre à toutes les attentes des élèves. La difficulté première, c'est d'être capable de répondre à chacun de ceux-ci selon ses besoins précis. »

Collaborateur
Le Devoir

LE FABLIER À LONGUEUIL

La reprise de pouvoir des mères pauvres

L'alphabétisation familiale offre une approche globale pour un problème social

Unique en son genre au Québec, le groupe d'alphabétisation familiale Le Fablier s'est donné pour mission d'agir à plusieurs niveaux pour prévenir l'analphabétisme dans les familles pauvres. Situé dans l'un des quartiers les plus défavorisés de Longueuil, l'organisme part du constat que le parent est le modèle de l'enfant. Il mise donc principalement sur son renforcement et sur son rôle essentiel de premier éducateur. Mais éducation citoyenne et mobilisation sont aussi à l'ordre du jour.

BENOIT ROSE

Sonia Desbiens et Karine Côté, des intervenantes, accueillent chaleureusement leur invité dans ce qui constitue un vrai milieu de vie, tandis que leur collègue Sylvie Turner est partie chercher le café pour la réunion du jour. « On aimerait pouvoir être quatre dans l'équipe permanente, et même cinq, mais notre financement nous en empêche, confie rapidement Sonia. Parce que c'est sûr que les besoins sont là. À trois, c'est le minimum pour fonctionner. » La gestion du Fablier se fait de façon participative, c'est-à-dire que les décisions sont prises collectivement. Au sein de cette structure horizontale sans hiérarchie, Sonia porte officiellement le chapeau de la coordonnatrice.

Nous bavardons dans la grande salle communautaire, qui s'apparente à un salon convivial où les membres sont bienvenus en tout temps. « On veut qu'ils se sentent chez eux », lance Sonia. On aperçoit plus loin une salle à manger et une cuisine. Il n'est pas rare que des membres viennent dîner ici avec les intervenantes. Mais qui sont-ils? « En majorité, répond Sylvie, qui nous a rejoints, ce sont des femmes, donc des mères, autant monoparentales qu'en couple, et qui souvent sont à

la maison. En général, elles ont eu de mauvaises expériences scolaires. Leur niveau de scolarité n'est pas très élevé. Elles ne sont pas complètement analphabètes, elles savent reconnaître les lettres, lire des syllabes, lire un mot, mais ça devient plus difficile de lire une phrase et d'en comprendre le sens. » Des analphabètes fonctionnelles? « Exactement. »

Isolement

Pour elles, lire et comprendre la posologie sur une bouteille d'aspirine est une tâche difficile. Remplir un formulaire est une lourde entreprise. De nombreux obstacles se dressent ainsi au quotidien. Et ces femmes vivent isolées. « C'est à ce moment-là qu'elles font appel à nous », indique Sylvie. La première préoccupation des mères qui viennent chercher de l'aide est le développement de leurs enfants: elles craignent de ne pas être capables de les accompagner convenablement. Elles sont inquiètes à propos de l'école qui s'en vient et veulent briser l'isolement dans lequel leurs petits grandissent. Sans surprise, elles manquent généralement d'estime de soi. « Elles se sont fait dire qu'elles n'étaient pas intelligentes », de déplorer Sonia.

Les ateliers d'alphabétisation familiale gratuits qu'elles suivront ici avec leurs enfants aborderont quatre volets. Les intervenantes viseront d'abord le développement ou le maintien des habiletés de lecture, d'écriture et de prise de parole du parent. Ensuite, celui-ci sera appelé à soutenir ses enfants dans leur éveil à l'écrit et leur appropriation de la lecture et de l'écriture (dans un renforcement de l'expérience parentale). Puis, on suscitera la participation du parent au sein de sa collectivité (école, quartier, ville, organisme). Enfin, il pourra aider ses enfants à développer la socialisation et le goût d'apprendre.

« Nous avons une approche de l'alphabétisation

qui est populaire, explique Sonia, mais l'alphabétisation familiale vise en plus à redonner du pouvoir au parent dans son rôle auprès de son enfant. Donc, nous n'avons pas un impact seulement sur une personne, mais sur l'ensemble de la famille. Et nous prévenons ainsi l'analphabétisme des enfants, parce qu'on sait que plus on agit lorsqu'ils sont jeunes et plus le parent est présent, plus ils ont de chances de réussir à l'école. »

S'il faut passer par une certaine reconstruction de la mère fragilisée afin qu'elle puisse jouer un rôle positif pour la génération suivante, il faut également lutter pour l'amélioration des conditions de vie de ces familles. Parce que le lien entre la pauvreté et l'analphabétisme est clair. En raison de sa vision des choses, la petite équipe du Fablier se démène de façon globale en revendiquant, en se mobilisant et en se portant à la défense de droits qu'elle juge bafoués. La troupe était dans la rue à Montréal le 22 août dernier. Elle a frappé sur des casseroles ce printemps. Elle fait partie de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics.

Sensibilisation

La sensibilisation fait partie intégrante des pratiques. S'inspirant du pédagogue brésilien Paulo Freire, les intervenantes expriment dans un document de réflexion que celle-ci « permet aux personnes opprimées de prendre la parole, de voir que les contradictions de la société ne sont pas une fatalité. [...] Le Fablier devient un lieu de sensibilisation qui amène les parents à devenir des agents de développement. [...] Le travail collectif consiste à renvoyer à chacun des miroirs, des langages, des espaces afin qu'il puisse se reconnaître, se construire avant d'établir des rapports sociaux et de participer à la collectivité. »

Croisée dans la salle communautaire, Kathy témoigne de son expérience ici et de son attache-

ment au groupe. Membre active jusque dans le comité de parents participants, elle est originaire de Sept-Îles et ne connaissait personne en arrivant à Longueuil il y a cinq ans. « Ça brise la solitude », lance-t-elle. Mère monoparentale, c'est grâce au Fablier qu'elle parvient vraiment à fréquenter les familles de son entourage, toutes un peu coincées dans leur train-train quotidien. Ce sont son réseau social et celui de ses enfants qui se sont construits ici. « On échange. C'est bon pour le moral et pour la confiance en soi. Et ça m'aide avec les enfants. Ils choisissent des livres dans la bibliothèque ici et je leur fais la lecture à la maison. »

Le financement, il faut le noter, est un enjeu fondamental pour les groupes populaires et communautaires. Subventionné à la fois par le ministère de la Famille et le ministère de l'Éducation, Le Fablier recueille aussi des dons pour ses activités et pour payer son loyer annuel très élevé de 42000\$. Les subventions ne couvrent grosso modo que les salaires. Les intervenantes se montrent particulièrement critiques envers les partenariats public-privé (PPP) sociaux, citant en exemple celui conclu par le gouvernement avec la Fondation Chagnon. Pour elles, c'est une façon pour le gouvernement de se désengager, avec pour conséquence une perte d'autonomie pour les organismes et une gestion pour le moins déficiente de la pauvreté. « Le contrôle de la qualité du service est dans les mains du secteur privé, et on sait qu'il n'en fait pas. Il y a des enjeux là », souligne Sonia. La défense des droits prend le bord, ajoute Karine Côté. « Ce que se disent souvent les organismes communautaires entre eux, confie-t-elle, c'est que le gouvernement fait de la gestion des pauvres au lieu de faire de la gestion de la pauvreté. Et ça, c'est quelque chose que nous critiquons avec force. » Un thème toujours balayé sous le tapis en période électorale.

Collaborateur
Le Devoir

Journée internationale de l'alphabétisation

Favoriser de réelles conditions de réussite pour les raccrocheurs :

c'est aussi ça, la persévérance scolaire

Centrale des syndicats
du Québec

CSQ

www.csq.qc.net



**Fédération
des syndicats
de l'enseignement (CSQ)**

Enseigner, c'est s'engager de A à Z.

www.fse.qc.net